

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14484]

**25 AVRIL 2019. — Décret modifiant le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, 4<sup>ème</sup> tiret, le *b*) est complété par les mots « sur avis du Comité de reconnaissance d'expérience utile visé au 9° »;

2° au 4°, les mots « culturelles et » sont insérés entre « activités » et « artistiques »;

3° il est inséré un 8° ainsi rédigé : « 8° « Comité d'accompagnement des partenaires privilégiés » : l'organe visé à l'article 30/1 ; »;

4° il est inséré un 9° ainsi rédigé : « 9° « Comité de reconnaissance d'expérience utile : l'organe visé à l'article 30/2. ».

**Art. 2.** À l'article 3, 3° du même décret, les mots « de la Communauté française ; » sont remplacés par les mots « des arts et de la culture; »

**Art. 3.** L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. - Tous les 3 ans, le Gouvernement arrête, après avis du Conseil de concertation, un programme d'actions concerté pour une politique de collaboration entre la culture et l'enseignement. Ce programme d'actions comprend notamment :

1° les stratégies adoptées et les actions mises sur pied pour atteindre les objectifs repris à l'article 3 ainsi que les axes prioritaires en termes de disciplines et de publics ; à cet égard, une attention particulière est accordée aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

2° les indicateurs permettant d'évaluer dans quelle mesure les objectifs auront été rencontrés;

3° des propositions relatives à l'activation de résidences d'artistes visées aux articles 18 à 21 en veillant à une répartition équilibrée entre types d'écoles et zones telles que visées à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

4° des propositions relatives à la mise en œuvre de partenariats privilégiés visés aux articles 23 et 24 en veillant à ce que les différentes disciplines artistiques soient représentées;

5° des propositions relatives aux collaborations s'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française visées à l'article 22;

6° les processus de coordination et d'information destinés à accroître les synergies entre les mondes de la culture et de l'enseignement. »

**Art. 4.** L'article 12, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. - § 1<sup>er</sup>. Les collaborations visées par le présent chapitre faisant l'objet d'un financement peuvent être de 4 types :

1° collaborations durables et ponctuelles telles que visées à la section II;

2° résidences d'artistes telles que visées à la section III;

3° collaborations s'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française telles que visées à la section IV;

4° collaborations fondées sur des partenariats privilégiés telles que visées à la section V. »

**Art. 5.** A l'article 15 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est complété par les mots : « Toutefois, le montant global des subventions annuelles demandées ne peut excéder celui alloué à un opérateur culturel qui aurait conclu un partenariat privilégié ramené à une année. Ce montant est précisé dans l'appel à projet. »;

2° à l'alinéa 4, le mot « Cependant » est remplacé par les mots « Par ailleurs ».

**Art. 6.** L'article 17 du même décret est complété d'un paragraphe 3 dont la teneur suit :

« § 3. Dans les délais fixés par le Gouvernement après avis du Conseil de concertation, le bénéficiaire de la subvention adresse à la Cellule Culture-Enseignement un rapport d'activité comprenant au minimum les éléments suivants :

1° une évaluation culturelle et artistique;

2° le volume d'activité;

3° le nombre d'élèves ayant bénéficié des activités organisées dans le cadre de la collaboration ;

4° les comptes liés aux activités organisées dans le cadre de la collaboration. »

**Art. 7.** Entre la Section II et la Section III, il est rétabli une section III intitulée « Des résidences d'artistes » comprenant les articles 18 à 21 dont la teneur suit :

## « Section III. — Des résidences d'artistes

Article 18. - § 1<sup>er</sup>. Par résidence d'artiste(s), il faut entendre l'accueil d'un ou de plusieurs artiste(s), personne(s) physique(s), répondant à un appel à projets.

L'activité se déroule dans l'espace et le temps scolaires durant une période déterminée, continue ou discontinue, en vue d'une expérience artistique partagée, et doit représenter un volume minimum de 30 périodes de cours et un volume horaire maximum précisé annuellement dans l'appel à projets.

La résidence en établissement scolaire se décrit selon 3 démarches complémentaires :

- 1° la rencontre avec une œuvre par la découverte d'un processus de création;
- 2° la pratique artistique et culturelle à travers la mise en relation avec les différents champs du savoir ;
- 3° la construction d'un jugement esthétique.

Elle incite également à la découverte et à la fréquentation des lieux de création et de diffusion artistique. Elle peut donc inclure des activités extérieures, liées à ses objectifs.

§ 2. La résidence fait l'objet d'une convention de partenariat conclue entre les parties concernées telles que visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, et 2°, 2e tiret, b).

§ 3. L'opérateur culturel visé à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 2e tiret, b), assure personnellement les prestations artistiques et pédagogiques liées à la résidence.

Article 19. - § 1. Le Gouvernement arrête chaque année un appel à projets conforme à l'article 3 et s'inscrivant dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6, qui invite les écoles et les opérateurs culturels à se concerter en vue d'introduire un ou plusieurs projets de résidence d'artiste(s).

§ 2. Le projet de résidence est introduit par l'opérateur culturel, personne physique, et doit être approuvé par l'établissement d'enseignement.

Le nombre de projets que peut introduire un opérateur culturel n'est pas limité. Toutefois, le montant global des subventions annuelles demandées ne peut excéder celui alloué à un opérateur culturel qui aurait conclu un partenariat privilégié ramené à une année. Ce montant est précisé dans l'appel à projet.

Par ailleurs, un même opérateur culturel ne peut bénéficier de subventions, ni pour un nombre de projets excédant 10 % du nombre total de projets sélectionnés, ni pour un montant global lui étant versé de manière directe ou indirecte via l'établissement scolaire dépassant 10 % du budget total alloué au subventionnement des projets de résidence d'artiste(s).

Article 20. - § 1<sup>er</sup>. Pour être recevable, le projet de résidence doit :

- 1° Etre adressé à la Cellule Culture-Enseignement au plus tard à l'échéance arrêtée dans l'appel à projets ;
- 2° Comporter au moins les éléments suivants :
  - la description précise du projet;
  - le budget prévisionnel détaillé afférent au projet;
  - le volume des activités prévues, dont celles se déroulant en dehors de l'école;
  - la description du public visé;
  - la convention de partenariat visée au 3°;

3° Comprendre l'engagement mutuel de l'école et de l'opérateur culturel d'assurer l'organisation des activités conformément à une convention de partenariat conclue entre les parties concernées telles que visées à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 2e tiret, b), et qui précise l'allocataire du financement;

4° Comprendre un engagement de l'opérateur culturel visé à l'article 1<sup>er</sup>, 2°, 2e tiret, b), d'assurer personnellement les prestations artistiques et pédagogiques;

5° Etre approuvé par le pouvoir organisateur ou son délégué.

§ 2. Le Gouvernement arrête, sur proposition du Conseil de concertation, le modèle de descriptif du projet, le modèle de convention de partenariat et le modèle de budget prévisionnel visés au § 1<sup>er</sup>, 2°.

Article 21. - § 1<sup>er</sup>. Tenant compte du programme d'actions concerté visé à l'article 6, la Commission de sélection et d'évaluation remet au Gouvernement un avis reprenant les projets de résidence d'artiste(s) recevables qu'elle a sélectionnés en fonction des critères suivants :

- 1° la description du projet;
- 2° la pertinence de ce projet dans une école;
- 3° les objectifs et attentes par rapport au lieu et au(x) public(s) (élèves, enseignants, équipe pédagogique);
- 4° les liens avec les disciplines scolaires et/ou l'équipe pédagogique;
- 5° les processus mobilisés permettant la sensibilisation des élèves aux formes particulières de l'expression et de la créativité;
- 6° la/les stratégie(s) envisagée(s) pour rendre le projet visible (traces);
- 7° les prolongements envisagés, une fois l'activité réalisée, au sein de la classe mais aussi dans l'école.

§ 2. En complément aux critères énumérés au § 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut définir des critères en relation avec les priorités qu'il formule dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6.

§ 3. Dans les délais fixés par le Gouvernement après avis du Conseil de concertation, le bénéficiaire de la subvention adresse à la Cellule Culture-Enseignement un rapport d'activité comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° une évaluation culturelle et artistique;
- 2° le volume d'activité;
- 3° le nombre d'élèves ayant bénéficié des activités organisées dans le cadre de la résidence;
- 4° les comptes liés aux activités organisées dans le cadre de la résidence. »

**Art. 8.** A l'article 22 est inséré, après le 1<sup>er</sup> alinéa, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Ces projets font l'objet d'une circulaire informative à destination des écoles. »

**Art. 9.** L'article 23 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut conclure des partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels, personnes morales, justifiant d'une expérience et d'une notoriété pédagogiques et dont l'action est accompagnée de productions pédagogiques.

Pour chaque renouvellement des partenariats privilégiés, le Gouvernement lance un appel à candidatures précisant la durée du partenariat et les conditions d'éligibilité conformément au programme d'actions concerté visé à l'article 6.

Le Comité d'accompagnement des partenariats privilégiés est chargé d'analyser les candidatures et de soumettre ses propositions au Conseil de concertation sur base des critères suivants :

- 1° la description du projet;
- 2° la qualité des objectifs visés;
- 3° la qualité du processus et des méthodes devant permettre la sensibilisation des élèves aux formes particulières de l'expression et de la créativité;
- 4° la/les stratégies pour rendre le projet visible (traces) et prolongements éventuels une fois l'activité réalisée tant pour l'équipe pédagogique que pour l'école;
- 5° l'implication et participation active des élèves et des enseignants dans le projet;
- 6° l'apport du projet aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :
  - a) le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique et l'initiation à une démarche citoyenne;
  - b) la lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;
  - c) le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les oeuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;
  - d) le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leur quartier, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent;
- 7° la qualité des productions pédagogiques;
- 8° la fiabilité du budget qui doit reposer sur des estimations dûment détaillées et argumentées.

L'action conjointe de ces partenaires privilégiés doit s'étendre à l'ensemble du territoire de la Communauté française.

Sur pied de l'avis du Conseil de concertation, le Gouvernement conclut les partenariats. »

**Art. 10.** A l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « ou un contrat programme conclu » sont supprimés.

**Art. 11.** Un article 24/1 est inséré et formulé comme suit :

« Article 24/1. - Au terme de chaque année scolaire, l'opérateur culturel adresse à la Cellule Culture-Enseignement le rapport d'activités, le bilan financier et le budget prévisionnel de l'année scolaire concernée.

Entre le premier et le trente septembre de l'année scolaire qui suit, le Comité d'accompagnement auditionne l'opérateur culturel afin de contrôler la conformité des activités par rapport à la convention, telle que visée à l'article 24, ainsi que les comptes des recettes et dépenses du bénéficiaire. »

**Art. 12.** L'article 25 du même décret est complété d'un sixième alinéa : « Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement du Conseil de concertation. »

**Art. 13.** L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 26. - Le Conseil de concertation est chargé :

- 1° tous les trois ans, de soumettre au Gouvernement un avis reprenant une proposition de programme d'actions concerté visé à l'article 6;
- 2° de soumettre au Gouvernement un avis reprenant une proposition de grille de sélection qui décline les objectifs et critères visés aux articles 3, 17, 21 et 23 pour les projets de collaborations durables et ponctuelles, les résidences d'artistes et les partenariats privilégiés;
- 3° de soumettre au Gouvernement un avis reprenant une proposition de grille d'évaluation de ces activités permettant d'indiquer dans quelle mesure ces dernières ont rencontré les objectifs et critères généraux visés aux articles 3, 17, 21 et 23;
- 4° de soumettre au Gouvernement, dans le programme d'actions concerté, un avis reprenant une proposition quant aux dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française;
- 5° de soumettre au Gouvernement, dans la limite des crédits disponibles, un avis reprenant une proposition quant à la conclusion de partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels, personnes morales, conformément aux articles 23 et 24;
- 6° d'établir au terme de la durée d'application de chaque programme d'actions concerté un rapport d'évaluation qu'il transmet au Gouvernement. Le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement pour information dans les deux mois de sa réception;
- 7° d'encadrer l'action de la Cellule Culture-Enseignement dans l'implémentation du parcours d'éducation culturelle et artistique;
- 8° de proposer au Gouvernement, d'initiative ou à la demande d'un (des) Ministre(s) concerné(s), des modifications visant à améliorer soit le décret lui-même, soit son application. »

**Art. 14.** L'article 27 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. - § 1<sup>er</sup>. La Cellule Culture-Enseignement, créée au sein du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, est notamment chargée de la mise en œuvre du programme d'actions concerté visé à l'article 6.

A ce titre, elle exerce la mission de guichet unique. Dans le cadre de cette mission, elle

- 1° centralise tant les demandes d'information émanant des enseignants et des opérateurs culturels que les demandes d'octroi de financement des collaborations et activités culturelles et artistiques destinées au public scolaire;
- 2° tient à jour l'inventaire, visé à l'article 8, des initiatives existantes développées par la Communauté française qui tendent à rapprocher la culture et l'art de l'école et en assure la diffusion via une banque de données informatisée accessible à tous;
- 3° recense, conformément à l'article 9, les outils pédagogiques créés par les opérateurs culturels et les enseignants et assure la diffusion de ce recensement via une banque de données informatisée accessible à tous;

4° stimule la production d'outils pédagogiques élaborés conjointement par les opérateurs culturels et les enseignants;

5° favorise les rencontres visant à une meilleure connaissance mutuelle entre les opérateurs culturels et les enseignants, débouchant à terme sur la création et la consolidation des relations de partenariat conformément à l'article 10;

6° organise ou participe à des rencontres entre les artistes et les élèves, à la demande des écoles conformément à l'article 11;

7° assure le suivi du bon déroulement des projets de collaboration visés à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, notamment via des visites de terrain.

§ 2. La Cellule Culture-Enseignement est également chargée de statuer sur la recevabilité des projets de collaborations durables et ponctuelles ainsi que des résidences d'artistes et de vérifier s'ils satisfont :

1° aux critères de recevabilité fixés par les articles 16 et 20;

2° aux conditions de présentation des projets fixées par l'appel à projets.

§ 3. La Cellule Culture-Enseignement accuse réception des dossiers et communique les demandes recevables à la Commission de sélection et d'évaluation.

En prélude à l'analyse des projets visés au § 2, la Cellule Culture-Enseignement sollicite le Comité de reconnaissance d'expérience utile chargé d'analyser les dossiers des candidats, personnes physiques, à la reconnaissance d'opérateur culturel.

Le Comité transmet ses avis au Ministre en charge de la Culture qui a autorité pour accorder ladite reconnaissance. »

**Art. 15.** L'intitulé du chapitre III est modifié comme suit : « CHAPITRE III. – De la Commission de sélection et d'évaluation et de ses deux sous-commissions »

**Art. 16.** L'intitulé de la section 1<sup>re</sup> du chapitre III est modifié comme suit : « Section 1<sup>re</sup> – Composition et fonctionnement de la Commission de sélection et d'évaluation ».

**Art. 17.** À l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, le 9° est abrogé.

2° au même § 2, l'avant-dernier alinéa « Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9° sont désignés pour une période de trois ans. » est abrogé.

3° au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « points 1° à 10° » sont remplacés par « points 2° à 10° ».

4° au même § 3, alinéa 2, les mots « Le membre visé au 11° siège » sont remplacés par les mots « Les membres visés au 1° et 11° siège »

**Art. 18.** L'intitulé de la section II du chapitre III est modifié comme suit : « Section II. - Missions de la Commission de sélection et d'évaluation ».

**Art. 19.** L'article 30 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. - § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits disponibles, la Commission rend un avis au Gouvernement quant aux projets de collaborations durables et ponctuelles qui répondent aux objectifs et critères généraux tels que déclinés dans la grille de sélection visée à l'article 26, 2° ainsi que, pour chacun de ces projets, le montant de la subvention à octroyer après vérification de l'adéquation entre le montant demandé et les activités développées dans le cadre du projet de collaboration.

§ 2. De même, dans la limite des crédits disponibles, la Commission rend un avis au Gouvernement quant aux projets de résidences d'artistes qui répondent aux objectifs et critères généraux tels que déclinés dans la grille de sélection visée à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, ainsi que, pour chacun de ces projets, le montant de la subvention à octroyer après vérification de l'adéquation entre le montant demandé et les activités développées dans le cadre du projet de résidence. »

**Art. 20.** Au chapitre III du même décret est insérée une section III rédigée comme suit :

« Section III. — Du Comité d'accompagnement des partenariats privilégiés

Article 30/1. - Il est créé au sein de la Commission de sélection et d'évaluation un Comité d'accompagnement des partenaires privilégiés dont les missions sont de déterminer les partenaires privilégiés à soumettre à l'avis du Conseil de concertation, et de contrôler la conformité des activités par rapport à la convention, telle que visée à l'article 24, ainsi que les comptes des recettes et dépenses du bénéficiaire.

Ce comité est composé respectivement des membres représentant

1° du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire ;

2° du Ministre en charge de la Culture ;

3° de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ;

4° de l'Administration générale de la Culture ;

5° de l'Inspection de l'enseignement fondamental ;

6° de l'Inspection de l'enseignement secondaire ;

7° de l'Inspection de l'enseignement spécialisé ;

8° de l'Inspection de la Culture ;

9° du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française »

**Art. 21.** Au chapitre III du même décret est insérée une section IV rédigée comme suit :

« *Section IV.* — Du Comité de reconnaissance d'expérience utile

Article 30/2 - Il est créé au sein de la Commission de sélection et d'évaluation un Comité de reconnaissance d'expérience utile chargée d'analyser les dossiers des candidats, personnes physiques, à la reconnaissance d'opérateur culturel.

Il transmet ses avis au Ministre en charge de la Culture qui a autorité pour accorder ladite reconnaissance.

Ce Comité est composé respectivement des membres représentant

1° du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire ;

2° du Ministre en charge de la Culture ;

3° de l'Administration générale de l'Enseignement obligatoire ;

4° de l'Administration générale de la Culture ;

5° de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique ;

6° de l'Inspection de la Culture ;

7° du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française. »

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de  
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—  
Note

*Session 2018-2019*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 800-1 – Amendements en commission, n° 800-2. - Rapport de commission, n° 800-3. – Texte adopté en séance plénière, n° 800-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 24 avril 2019.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14484]

**25 APRIL 2019.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het implementeren, bevorderen en verstevigen van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE HOOFDSTUK. — *Wijzigingsbepalingen*

**Artikel 1.** Aan Artikel 1 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tot 2°, 4e streepje, *b)* wordt aangevuld met de woorden « op advies van het Comité voor de erkenning van de nuttige ervaring zoals bedoeld in 9° »;

2° tot 4°, worden de woorden "culturele en" ingevoegd voor "artistieke" en "activiteiten". 3° er wordt een punt 8° ingevoegd dat luidt als volgt: "8° Begeleidingscomité van bevoorrechte partnerschappen » : het orgaan bedoeld in artikel 30/1°;

4° er wordt een 9° ingevoegd dat luidt als volgt: "9° Comité voor de erkenning van nuttige ervaring: het orgaan bedoeld in artikel 30/2°".

**Art. 2.** In Artikel 3, 3° van hetzelfde decreet worden de woorden "van de Franse Gemeenschap;" vervangen door de woorden "van kunst en cultuur;"

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. - Om de drie jaar bepaalt de Regering, op voorstel van de Overlegraad, een overlegd actieprogramma voor een samenwerkingsbeleid tussen cultuur en onderwijs.

Dit actieprogramma bestaat namelijk uit :

1° de strategieën aangenomen om de doelstellingen bedoeld in artikel 3 en de prioritaire hoofdlijnen inzake disciplines en publiek te bewerkstelligen; daartoe wordt bijzondere aandacht besteed aan de instellingen met een gedifferentieerde omkadering overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 houdende de organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

2° indicatoren om te beoordelen in hoeverre de doelstellingen zijn bereikt;

3° voorstellen voor de activering van de kunstenaarsverblijven bedoeld in de artikelen 18 tot en met 21, met het oog op een evenwichtige verdeling tussen de verscheidene types scholen en de zones bedoeld in artikel 24, eerste lid, 3°, van het decreet van 29 juli 1992 houdende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

4° voorstellen voor de totstandbrenging van bevoorrechte partnerschappen bedoeld in de artikelen 23 en 24, waarbij erop wordt toegezien dat de verschillende kunstdisciplines vertegenwoordigd zijn;

5° voorstellen voor samenwerking in het kader van de door de Franse Gemeenschap ontwikkelde en uitgevoerde maatregelen als bedoeld in artikel 22;

6° coördinatie- en informatieprocessen die gericht zijn op het uitbreiden van de synergieën tussen de werelden van cultuur en onderwijs.”

**Art. 4.** Artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 12. - § 1. De samenwerkingsverbanden die in dit hoofdstuk bedoeld zijn en die gefinancierd worden, kunnen van 4 types zijn :

1° duurzame en ad hoc-samenwerkingen zoals bedoeld in sectie II;

2° kunstenaarsverblijven zoals bedoeld in sectie III;

3° samenwerkingen in het kader van de door de Franse Gemeenschap ontwikkelde en uitgevoerde maatregelen bedoeld in sectie IV;

4° samenwerkingen op basis van bevoorrechte partnerschappen bedoeld in sectie V.”

**Art. 5.** Aan Artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan lid 3 worden de volgende woorden toegevoegd: « Het totale bedrag van de gevraagde jaarlijkse subsidies mag echter niet hoger zijn dan het bedrag dat wordt toegekend aan een culturele actor die een bevoorrecht partnerschap is aangegaan, verminderd tot één jaar. Dit bedrag wordt gespecificeerd in de oproep tot het indienen van projecten. »;

2° in lid 4 wordt het woord “Echter” vervangen door het woord “Bovendien”.

**Art. 6.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3 die als volgt luidt :

« § 3. Binnen de door de na raadpleging van de adviesraad vastgestelde termijnen zendt de begunstigde van de subsidie de cel “Cultuur en onderwijs” een activiteitenverslag toe dat ten minste de volgende informatie bevat :

1° een culturele en artistieke evaluatie;

2° de omvang van de activiteit;

3° het aantal leerlingen dat heeft deelgenomen aan de activiteiten die in het kader van de samenwerking zijn georganiseerd;

4° de rekeningen in verband met de activiteiten georganiseerd in het kader van de samenwerking. »

**Art. 7.** Tussen Sectie II en Sectie III, wordt een Sectie III gevoegd, getiteld “Kunstenaarsverblijven” bevattende de artikelen 18 tot 21 die als volgt luiden :

« *Sectie III. — Kunstenaarsverblijven*

Artikel 18. - § 1. Met kunstenaarsverblijf wordt bedoeld het ontvangen van één of meer kunstenaars, natuurlijke personen, die gevolg geven aan een oproep tot projecten.

De activiteit vindt plaats in de schoolruimte en -tijd gedurende een bepaalde periode, ononderbroken of onderbroken, met het oog op een gedeelde artistieke ervaring, en moet een minimumvolume van 30 lestijden en een maximum uurvolume vertegenwoordigen dat jaarlijks in de oproep tot het indienen van projecten wordt vermeld.

Het verblijf in een school wordt beschreven aan de hand van 3 complementaire benaderingen :

1° de kennismaking met een werk door de ontdekking van een creatief proces;

2° de artistieke en culturele praktijk door de relatie met de verschillende kennisgebieden;

3° de ontwikkeling van een esthetische beoordeling.

Het moedigt ook de ontdekking en het bezoeken van plaatsen van artistieke creatie en verspreiding aan. Het kan derhalve externe activiteiten omvatten die verband houden met zijn doelstellingen.

§ 2. Het verblijf maakt het voorwerp uit van een partnerschapsovereenkomst tussen de betrokken partijen, zoals bedoeld in artikel 1, 1° en 2°, tweede streepje, b).

§ 3. De in artikel 1, 2°, tweede streepje, b), bedoelde culturele actor verleent persoonlijk de artistieke en educatieve diensten die verband houden met het verblijf.

Artikel 19. - § 1. De Regering doet jaarlijks een oproep tot het indienen van projecten overeenkomstig artikel 3 en in het kader van het in artikel 6 bedoelde gecoördineerde actieprogramma, waarin scholen en culturele actoren worden uitgenodigd om overleg te plegen met elkaar over de invoering van een of meer projecten voor het verblijf van een of meer kunstenaars.

§ 2. Het verblijfsproject wordt ingevoerd door de culturele operator, een natuurlijk persoon, en moet worden goedgekeurd door de onderwijsinstelling.

Het aantal projecten dat een culturele operator kan introduceren is niet beperkt. Het totale bedrag van de gevraagde jaarlijkse subsidies mag echter niet hoger zijn dan het bedrag dat wordt toegekend aan een culturele actor die een bevoorrecht partnerschap is aangegaan, verminderd tot één jaar. Dit bedrag wordt gespecificeerd in de oproep tot het indienen van projecten.

Bovendien mag eenzelfde culturele actor geen subsidies ontvangen, noch voor een aantal projecten dat meer dan 10% van het totale aantal geselecteerde projecten bedraagt, noch voor een totaal bedrag dat rechtstreeks of onrechtstreeks via de onderwijsinstelling wordt betaald en dat meer dan 10% van de totale begroting voor de subsidiëring van verblijfsprojecten van kunstenaars bedraagt.

Artikel 20. - § 1. Om ontvankelijk te zijn, moet het verblijfsproject :

1° Gericht zijn aan de cel Cultuur-Onderwijs, uiterlijk op de in de oproep tot het indienen van projecten vastgestelde datum;

2° Minstens volgende elementen omvatten :

- een nauwkeurige beschrijving van het project;
- de gedetailleerde voorlopige begroting van het project;
- de omvang van de geplande activiteiten, met inbegrip van de activiteiten die buiten de school plaatsvinden;
- een beschrijving van de doelgroep;
- de in 3° bedoelde partnerschapsovereenkomst;

3° De wederzijdse verbintenis van de school en de culturele actor bevatten om de organisatie van de activiteiten te verzekeren in het kader van een partnerschapsovereenkomst tussen de betrokken partijen, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, 2°, tweede streepje, b), waarin de begunstigde van de financiering wordt bepaald;

4° De verbintenis van de culturele operator bevatten, bedoeld in artikel 1, 2°, tweede streepje, b), om persoonlijk artistieke en educatieve diensten te verlenen;

5° Goedgekeurd zijn door de inrichtende macht of haar afgevaardigde.

§ 2. De Regering stelt op voorstel van de Overlegraad, het model vast dat het project omschrijft, het model van partnerschapsovereenkomst en het voorlopige begrotingsmodel bedoeld in § 1, 2°.

Artikel 21. - § 1. Rekening houdend met het in artikel 6 bedoelde gecoördineerde actieprogramma brengt de selectie- en evaluatiecommissie advies uit aan de Regering over de verblijfsprojecten van kunstenaars die zij op basis van de volgende criteria heeft geselecteerd :

1° de beschrijving van het project;

2° de relevantie van dit project in een school;

3° de doelstellingen en verwachtingen ten aanzien van de plaats en het publiek (leerlingen, docenten, onderwijzend personeel);

4° banden met de disciplines van de school en/of het onderwijzend personeel;

5° de processen die worden gebruikt om de leerlingen bewust te maken van de bijzondere uitdrukkings- en creativiteitsvormen;

6° de beoogde strategie(n) om het project zichtbaar te maken (sporen);

7° de geplande uitbreidingen, zodra de activiteit is uitgevoerd, in de klas, maar ook in de school.

§ 2. Naast de in § 1 genoemde criteria kan de Regering criteria vaststellen met betrekking tot de prioriteiten die zij in het in artikel 6 bedoelde gecoördineerde actieprogramma formuleert.

§ 3. Binnen de door de Regering na raadpleging van de adviesraad vastgestelde termijnen zendt de begunstigde van de subsidie de cel "Cultuur-Onderwijs" een activiteitenverslag toe dat ten minste de volgende informatie bevat:

1° een culturele en artistieke evaluatie;

2° de omvang van de activiteit;

3° het aantal leerlingen dat heeft deelgenomen aan de activiteiten die in het kader van het verblijf zijn georganiseerd;

4° rekeningen met betrekking tot activiteiten die als onderdeel van het verblijf worden georganiseerd. ».

**Art. 8.** Bij Artikel 22 wordt toegevoegd, na het eerste lid, een nieuw lid dat als volgt luidt :

"Deze projecten zijn het onderwerp van een omzendbrief voor scholen."

**Art. 9.** Artikel 23 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de grenzen van de beschikbare middelen kan de Regering bevoorrechte partnerschappen aangaan met bepaalde culturele actoren, rechtspersonen, met pedagogische ervaring en reputatie, en waarvan de actie samengaat met pedagogische producties.

Bij elke verlenging van de bevoorrechte partnerschappen doet de Regering een oproep tot het indienen van aanvragen waarin de duur van het partnerschap en de voorwaarden om in aanmerking te komen voor subsidies overeenkomstig het in artikel 6 bedoelde gecoördineerde actieprogramma worden gespecificeerd.

Het Begeleidingscomité voor bevoorrechte partnerschappen is belast met de analyse van de aanvragen en de indiening van voorstellen bij de Overlegraad op basis van de volgende criteria :

1° de beschrijving van het project;

2° de kwaliteit van de nagestreefde doelstellingen;

3° de kwaliteit van het proces en de methoden die worden gebruikt om de leerlingen bewust te maken van de bijzondere vormen van expressie en creativiteit;

4° de strategie(n) om het project zichtbaar te maken (sporen) en eventuele uitbreidingen na de uitvoering van de activiteit voor zowel het pedagogisch team als de school;

5° de betrokkenheid en actieve deelname van leerlingen en docenten aan het project;

6° de bijdrage van het project voor de leerlingen op het gebied van ten minste een van de volgende doelstellingen:

a) de ontwikkeling van het analytische vermogen en van de kritische geest van de leerlingen en hun initiatie tot een verantwoordelijke houding;

b) de strijd tegen de vormen van sociaal-culturele uitsluiting door de sensibilisering voor de verscheidenheid van de vormen van cultuur, uitdrukking en creativiteit;

c) de ontwikkeling van de aantrekkingskracht bij de leerlingen van de culturele productie- en verspreidingsplaatsen en het rechtstreeks contact met de kunstwerken door het aanleren van de culturele en artistieke uitdrukkingsmiddelen;

d) de versterking van de banden tussen de scholen en de rechtstreekse omgeving door de ontwikkeling van culturele en artistieke activiteiten zodat de leerlingen een blik hebben op hun buurten, levensplaatsen, de geschiedenis van deze en het geheugen van de volkeren die erin leven;

7° de kwaliteit van de pedagogische producties;

8° de betrouwbaarheid van de begroting, die gebaseerd moet zijn op naar behoren gedetailleerde en gemotiveerde ramingen.

Het gemeenschappelijk optreden van deze bevoorrechte partners moet zich uitstrekken tot het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap.

Op basis van het advies van de Adviesraad sluit de Regering partnerschappen. »

**Art. 10.** In Artikel 24, lid 1 worden de woorden "of een programmaovereenkomst gesloten" geschrapt.

**Art. 11.** Een artikel 24/1 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 24/1. - Aan het einde van elk schooljaar stuurt de culturele operator het activiteitenverslag, de financiële balans en de voorlopige begroting voor het bedoelde schooljaar naar de Cel Cultuur-Onderwijs.

Tussen de eerste en 30 september van het volgende schooljaar voert het Begeleidingscomité een gesprek met de culturele actor om na te gaan of de activiteiten in overeenstemming zijn met de overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 24, en met de inkomsten- en uitgavenrekening van de begunstigde."

**Art. 12.** Aan artikel 25 van hetzelfde decreet wordt een zesde lid toegevoegd: "De Regering stelt de werkwijze van de Overlegraad vast."

**Art. 13.** Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 26. – De Overlegraad heeft als opdracht :

1° het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6 om de drie jaar de Regering ter goedkeuring voor te leggen;

2° de Regering een selectietabel voor te leggen voor de projecten van duurzame en punctuele samenwerkingen die de doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3, 17, 21 en 23 opsomt voor de duurzame en ad hoc-samenwerkingsprojecten, kunstenaarsverblijven en bevoorrechte partnerschappen;

3° de Regering een tabel voor te leggen voor de evaluatie van de samenwerkingen waarbij vermeld kan worden in welke mate deze laatste aan de algemene doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3, 17, 21 en 23 beantwoorden;

4° de Regering, in het kader van het gecoördineerde actieprogramma, een advies voor te leggen met een voorstel voor de door de Franse Gemeenschap ontwikkelde en uitgevoerde maatregelen;

5° de Regering, binnen de grenzen van de beschikbare middelen, een advies voor te leggen met een voorstel tot het aangaan van bevoorrechte partnerschappen met bepaalde culturele actoren, rechtspersonen, overeenkomstig de artikelen 23 en 24;

6° aan het einde van de looptijd van elk gecoördineerd actieprogramma een evaluatieverslag op te stellen en dit aan de Regering toe te sturen. De Regering stuurt dit verslag binnen twee maanden na ontvangst ter informatie aan het Parlement;

7° begeleiden van de actie van de Cel Cultuur-Onderwijs bij de implementatie van het programma voor culturele en artistieke vorming;

8° op eigen initiatief of op verzoek van de betrokken minister(s) aan de Regering wijzigingen voorstellen om het decreet zelf of de toepassing ervan te verbeteren. »

**Art. 14.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 27. - § 1. De Cel Cultuur-Onderwijs, opgericht binnen het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt inzonderheid belast met het uitvoeren van het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6.

Op die wijze oefent ze haar opdracht van enig loket uit. In het kader van deze opdracht :

1° centraliseert ze zowel de vragen naar informatie uitgaande van de leerkrachten en de culturele operatoren als de aanvragen tot toekenning van financiering van samenwerkingen en culturele en artistieke activiteiten bedoeld voor een schoolpubliek;

2° houdt ze de lijst bij van de bestaande initiatieven die door de Franse Gemeenschap worden ontwikkeld en die ten doel hebben cultuur en kunst dichterbij de school te brengen, bedoeld in artikel 8 en zorgt ze voor de verspreiding via een computergestuurde databank die voor iedereen toegankelijk is

3° telt ze, overeenkomstig artikel 9, de pedagogische hulpmiddelen ontwikkeld door de culturele operatoren en de leerkrachten en zorgt ze voor de verspreiding ervan via een computergestuurde databank die voor iedereen toegankelijk is;

4° stimuleert ze de productie van pedagogische hulpmiddelen die gezamenlijk ontwikkeld worden door de culturele operatoren en de leerkrachten;

5° bevordert ze de ontmoetingen voor een betere onderlinge kennis tussen de culturele operatoren en de leerkrachten die op termijn aanleiding geeft tot het leggen en het versterken van de banden van partnerschappen overeenkomstig artikel 10;

6° organiseert ze ontmoetingen tussen kunstenaars en leerlingen, op verzoek van de scholen overeenkomstig artikel 11;

7° ziet ze toe op het goede verloop van de in artikel 12, § 1, bedoelde samenwerkingsprojecten, met name door middel van bezoeken op het terrein.

§ 2. De Cel Cultuur-Onderwijs is ook verantwoordelijk voor de beslissing over de ontvankelijkheid van langdurige en ad hoc-samenwerkingsprojecten en kunstenaarsverblijven en om na te gaan of deze aan de volgende criteria voldoen:

1° de ontvankelijkheidscriteria van de artikelen 16 en 20;

2° aan de voorwaarden van voorlegging van projecten vastgesteld in de oproep voor projecten.



§ 3. De Cel Cultuur-Onderwijs bewijst de ontvangst van het dossier en deelt de ontvankelijke aanvragen mee aan de Selectie- en evaluatiecommissie.

In de aanloop naar de analyse van de in § 2 bedoelde projecten vraagt de Cel Cultuur-Onderwijs het comité voor de erkenning van de nuttige ervaring die belast is met de analyse van de dossiers van de kandidaten, natuurlijke personen, om de erkenning van de culturele actoren.

Het Comité stuurt zijn adviezen door naar de minister van Cultuur, die bevoegd is om deze erkenning te verlenen. »

**Art. 15.** Het opschrift van hoofdstuk III wordt als volgt gewijzigd: "HOOFDSTUK III. - De selectie- en evaluatiecommissie en de twee subcommissies daarvan »

**Art. 16.** Het opschrift van sectie 1 van hoofdstuk III wordt als volgt gewijzigd: "Sectie 1 - Samenstelling en werking van de Selectie- en Evaluatiecommissie".

**Art. 17.** Aan artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, wordt 9° geschrapt.

2° in diezelfde § 2, voorlaatste lid wordt de zin "De leden bedoeld in lid 1, 9°, worden benoemd voor een periode van drie jaar." geschrapt.

3° in § 3, lid 1, worden de woorden « punten 1° tot 10° » vervangen door « punten 2° tot 10° ».

4° in dezelfde § 3, lid 2, worden de woorden "Het lid zoals bedoeld in 11° zetelt" vervangen door de woorden "De leden zoals bedoeld in 1° en 11° zetelen »

**Art. 18.** Het opschrift van sectie II van hoofdstuk III wordt als volgt gewijzigd: "Sectie II. - Opdrachten van de selectie- en evaluatiecommissie ».

**Art. 19.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 30. - § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, geeft de Commissie advies aan de Regering over de duurzame en specifieke samenwerkingsprojecten die voldoen aan de algemene doelstellingen en criteria die zijn opgenomen in de selectietabel bedoeld in artikel 26, 2° en, voor elk van deze projecten, het bedrag van de toe te kennen subsidie, na verificatie van de toereikendheid van het gevraagde bedrag ten opzichte van de in het kader van het samenwerkingsproject ontwikkelde activiteiten.

§ 2. Ook geeft de Commissie, binnen de grenzen van de beschikbare middelen, aan de Regering advies over de verblijfsprojecten die voldoen aan de algemene doelstellingen en criteria die zijn opgenomen in de in artikel 21, § 1 bedoelde selectiecriteria en, voor elk van deze projecten, over het bedrag van de toe te kennen subsidie, nadat is nagegaan of het gevraagde bedrag in verhouding staat tot de in het kader van het verblijfsproject ontwikkelde activiteiten."

**Art. 20.** In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een sectie III ingevoegd die als volgt luidt:

*"Sectie III. — Het Begeleidingscomité voor bevoorrechte partnerschappen*

Artikel 30/1. - Binnen de selectie- en evaluatiecommissie wordt een begeleidingscomité van de bevoorrechte partners ingesteld, die tot opdracht heeft te bepalen welke bevoorrechte partners voor advies aan de Overlegraad moeten worden voorgelegd en erop toe te zien dat de activiteiten in overeenstemming zijn met de overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 24, alsmede met de jaarrekeningen van de begunstigde.

Dat comité is samengesteld uit leden die

1° de Minister van Leerplichtonderwijs;

2° de Minister van Cultuur;

3° de Algemene directie van het Leerplichtonderwijs;

4° het Algemeen bestuur Cultuur ;

5° de Inspectie voor het basisonderwijs;

6° de Inspectie voor het secundair onderwijs;

7° de Inspectie van het gespecialiseerd onderwijs;

8° de Inspectie van Cultuur;

9° het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse gemeenschap

vertegenwoordigen."

**Art. 21.** Aan hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een sectie IV toegevoegd die als volgt luidt:

*"Section IV. — Het Comité voor de erkenning van nuttige ervaring*

Artikel 30/2 - Binnen de Commissie voor de selectie en evaluatie wordt een Comité voor de erkenning van nuttige ervaring opgericht, dat tot opdracht heeft de aanvragen te onderzoeken van kandidaten, natuurlijke personen, die willen erkend worden als culturele actor.

Het stuurt zijn adviezen door naar de minister van Cultuur, die bevoegd is om deze erkenning te verlenen.

Dit Comité is samengesteld uit leden die

1° de Minister van Leerplichtonderwijs;

2° de Minister van Cultuur;

3° de Algemene directie van het Leerplichtonderwijs;

4° het Algemeen bestuur Cultuur;

5° de Algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

6° de Inspectie van Cultuur;

7° het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse gemeenschap

vertegenwoordigen."

